



La cohésion sociale: l'arme la plus efficace contre la guerre!

OPINION

La guerre menée par la Russie en Ukraine n'est pas seulement militaire. Elle est beaucoup plus large. Elle est en réalité une guerre par procuration entre un régime autocratique et des démocraties libérales, considérées par le premier comme des reliquats de l'ancien monde, et vouées à disparaître.

Certes, on peut être sceptique sur le modèle « alternatif » que souhaite représenter la Russie de Vladimir Poutine, eu égard à la violence existant à tous les étages d'une société gangrenée par la corruption. Les piètres performances économiques, le faible niveau de vie de ses habitants et les inégalités qui caractérisent la Russie en font un pays pour tout dire peu attractif en dépit de sa richesse culturelle. Il est cependant tout aussi important pour les sociétés occidentales de s'interroger sur le désenchantement d'une partie de leurs populations alors même que l'immense majorité d'entre elles vit dans des conditions bien meilleures que la population russe.

Il existe en effet dans nos sociétés un fort ressentiment de la part d'une partie de la population par rapport à nos institutions accusées de perpétuer de véritables inégalités de chances, en particulier dans les pays où l'ascenseur social est en panne. Les régimes autocratiques l'ont bien compris qui, au-delà des campagnes de désinformation dont ils sont coutumiers, appuient où cela fait mal en dénonçant des sociétés occidentales seulement mues par l'intérêt individuel et incapables de sacrifices. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles la plupart des observateurs n'ont pas cru que Vladimir Poutine prendrait la décision « insensée » de se lancer à l'assaut de l'Ukraine. On a notoirement sous-évalué, incapables que nous le sommes, les « bénéfices non monétaires »,



THIERRY MADIÈS
ÉCONOMISTE À L'UNIVERSITÉ DE FRIBOURG

Il est impératif de considérer que l'effort de défense ne se résume pas à des dépenses d'armement

en particulier la restauration d'un empire perdu, même au prix d'une falsification de l'histoire, qui pouvaient pousser Vladimir Poutine à prendre une telle décision.

On voit depuis six mois fleurir des chiffres en tous genres, souvent sans grande signification, sur les budgets militaires des uns et des autres, sur leur nombre de chars, de pièces d'artillerie, d'avions de combat et de navires de guerre. Or, tout cela est illusoire car en réalité, ce qui a sans doute motivé la décision de Vladimir Poutine, et celle peut-être demain de Xi Jin Ping, c'est la conviction que les sociétés occidentales manquent de résilience et sont au bord de l'effondrement.

Les pays occidentaux ont certes besoin d'armées puissantes et bien équipées mais leur meilleure arme, celle qui ne tue pas, s'appelle la cohésion nationale.

Il est impératif de considérer que l'effort de défense ne se résume pas à des dépenses d'armement. L'unité nationale ne se décrète pas. Elle peut être temporairement stimulée par le sentiment qu'il existe un péril extérieur et que le pays est assiégé; ce, par le biais d'un contrôle de l'information et de campagnes de désinformation menées par le pouvoir en place. Cependant, dans les pays démocratiques, ce levier ne peut être utilisé qu'avec parcimonie. Si les démocraties veulent être fortes par rapport aux régimes autocratiques, il faudrait qu'elles considèrent sérieusement comme relevant de l'effort de défense tous les leviers participant de la cohésion sociale. Evidemment, tout cela coûte bien plus que les quelques dizaines de milliards de dollars d'armes qui sont livrées en Ukraine par les Occidentaux. Mais la fragmentation de la société est encore plus coûteuse.

La cohésion nationale ne se réduit pas à un Etat providence qui, pour généreux qu'il soit, prend souvent acte des inégalités des chances pour les réduire sans toutefois parvenir à en éradiquer les causes. Pour éviter la guerre, les démocraties doivent impérativement s'attaquer aux inégalités structurelles qui les gangrenent. Ces inégalités ont des effets sur la confiance que les individus ont en eux-mêmes et dans leurs institutions. Les pays occidentaux ont souvent des systèmes d'éducation à plusieurs vitesses, ce qui renforce encore les inégalités et les frustrations d'une partie de la population qui renonce à aller voter ou vote pour les extrêmes. Or, celles-ci sont souvent le cheval de Troie des autocraties. Cessons donc d'opposer dans les arbitrages budgétaires les dépenses d'éducation et les dépenses sociales aux dépenses de l'armée, elles concourent toutes à l'effort de défense nationale. ■